

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20108 - 77EME ANNÉE

## Pour mettre définitivement les Réunionnais à l'abri des conséquences de lointaines crises internationales

### Sécurité alimentaire et valorisation de la canne à sucre complémentaires pour La Réunion

**Pour que La Réunion soit autosuffisante sur le plan alimentaire, des voix demandent la suppression de la canne à sucre et son remplacement par des cultures vivrières. Si la canne à sucre était sacrifiée au profit de cultures vivrières, ces dernières seraient immanquablement mises en concurrence avec des importations moins chères à chaque fin de chaque période d'isolement. C'est dans les milliers d'hectares de terres en friches que réside la marge de manœuvre pour aller vers l'autosuffisance de La Réunion dans des produits alimentaires de première nécessité. Le co-développement avec Madagascar et la création d'une compagnie maritime réunionnaise pour aller chercher dans notre région notre approvisionnement complémentaire et donc le sécuriser pour mettre définitivement les Réunionnais à l'abri des conséquences de lointaines crises internationales tout en valorisant son or vert, la canne à sucre.**

La guerre en Ukraine implique deux pays importants exportateurs de produits agricoles et de matières premières. Elle renchérit également le coût des importations en raison de la spéculation sur le transport maritime et des perturbations des flux commerciaux mondiaux. La Réunion est fortement dépendante aux importations pour l'alimentation. L'autonomie alimentaire revient donc dans le débat.

Ainsi, l'autosuffisance de La Réunion en riz est mise en avant pour satisfaire la consommation de l'aliment de base des Réunionnais en cas de rupture totale des approvisionnements. Mais si rupture il y a, cela ne concernera pas que le riz et autres produits alimentaires, mais la totalité de nos importations. Or, lorsque l'on parle de production locale, il ne faut pas perdre de vue qu'elle est fortement dépendante d'intrants qui sont importés, à commencer par le carburant pour faire fonctionner les tracteurs et les camionnettes qui alimentent les marchés où cette production est livrée. Ceci rappelle l'importance d'aller vers l'autonomie énergétique en sachant que plus de 80 % des sources d'énergie sont importées.

#### La production locale dépend fortement des importations

Parmi ces intrants figurent les engrais : calcium, potassium, nitrates... autant de matières premières qui ne sont pas disponibles à La Réunion mais dont l'usage raisonné permet d'augmenter les rendements. Hier, la SICALAIT organisait une opération de sensibilisation à ce sujet. Selon un de ses responsables, 30.000 tonnes d'engrais sont importées chaque année, pour 15 millions d'euros.

La guerre en Ukraine amplifie la hausse des prix causée par la spéculation, avec une facture qui risque d'être bientôt intenable.

Par ailleurs, l'alimentation des animaux d'élevage dépend fortement des importations. Là aussi, la facture va augmenter. Aller vers l'autosuffisance alimentaire suppose donc de consacrer d'importantes superficies à la culture de ces aliments pour bétail. Sachant d'une part qu'il semble illusoire de penser que tous les Réunionnais deviendraient végétariens, et que d'autre part, notre île ne peut compter que sur moins de 50.000 hectares de terres agricoles, la tentation est grande de dire qu'il suffirait de supprimer la canne à sucre pour avoir les superficies nécessaires pour produire tous les aliments pour le bétail et les humains.

#### La canne à sucre richesse à valoriser et base des autres productions

Or, la canne à sucre à La Réunion représente plus de 200 ans de connaissances et de savoir-faire que le monde entier nous envie. Ce n'est pas par hasard que Tereos, un des plus puissants groupes agroalimentaires européens, a choisi de racheter la totalité de l'industrie cannière. Tereos peut en effet tirer tous les bénéfices de la recherche scientifique réunionnaise dans ce domaine. De plus, la canne n'est pas que du sucre, c'est un or vert qui peut être la base de la production de centaines d'autres produits à forte

valeur ajoutée dont des médicaments, de la colle industrielle ou une source de matière première pouvant remplacer les produits dérivés du pétrole comme les carburants ou le plastique. Cette liste n'est pas exhaustive.

N'oublions pas non plus que la canne est la base de la diversification de l'agriculture réunionnaise. Elle offre en effet une recette qui n'est pas négligeable et qui permet à des exploitations cannières de faire pousser des cultures vivrières destinées à la consommation des Réunionnais. Par ailleurs, la paille de canne constitue une partie de l'alimentation pour bétail, ce qui permet de diminuer les importations. Sans ce pivot, tout peut s'écrouler.

### Concurrence des importations pour des raisons de pouvoir d'achat

Il est à noter que La Réunion est une économie ouverte sur le monde. C'est une région de l'Union européenne, et l'UE applique les règles de l'Organisation mondiale du commerce qui tendent à faire tomber toutes les protections des productions locales face aux importations. L'Union européenne ouvre ses frontières à la totalité des importations en provenance des pays voisins de La Réunion, cela s'applique aussi pour notre île, région de l'Union européenne. Son statut de région ultrapériphérique peut permettre de négocier une période d'adaptation à cette ouverture, qui ne peut qu'être transitoire.

Près de la moitié de la population de La Réunion vit sous le seuil de pauvreté. Alors que le SMIC et les retraites et les prestations sociales sont les mêmes qu'en France, le coût de la vie est nettement supérieur. C'est ce que rappelle la surrémunération de 53 % versée par l'État à ses agents titulaires, appelée « prime de vie chère ». Pour la majorité des Réunionnais, le prix est donc le premier critère de choix d'un produit, et sur ce plan, les importations l'emportent souvent. C'est ce qui explique le succès de la carotte d'Australie, de l'ail de Chine, des oranges d'Afrique du Sud ou de la viande importée.

Si la canne à sucre était sacrifiée au profit de cultures vivrières, ces cultures seraient immanquablement mises en concurrence avec des importations moins

chères à chaque fin de crise. Et cela d'autant plus que ces importations constituent une source de profit plus importante pour les intermédiaires, car elles viennent de pays où le coût de production et les conditions sociales sont bien moindres qu'à La Réunion.

D'où une crise de surproduction locale, avec la ruine des agriculteurs concernés et le risque d'un retour à la friche des superficies enlevées à la canne à sucre. Le seul moyen d'éviter la catastrophe serait une subvention massive de ces productions, mais les pouvoirs publics en auraient-ils les moyens financiers ?

### Valoriser les terres en friches, co-développement avec Madagascar et compagnie maritime régionale

C'est dans les 6000 hectares de terres en friches identifiés par la SAFER en 2013 que réside la marge de manœuvre pour aller vers l'autosuffisance de La Réunion dans des produits alimentaires de première nécessité.

Tout ce qui ne pourra pas être produit sur ces terres en friches devra être importé, même en temps de crise. Cela suppose de sécuriser l'approvisionnement de La Réunion en raccourcissant le trajet de ces produits. Actuellement, ces importations viennent principalement d'Europe et d'Amérique pour l'aliment pour bétail. Cela met La Réunion sous la dépendance de la spéculation sur le transport maritime en temps de crise internationale, qui augmente considérablement le prix pratiqué par les majors du fret maritime.

Le co-développement avec Madagascar pour que ce pays devienne un exportateur de riz et d'aliment pour bétail, la recherche de sources plus proches pour fournir d'autres intrants pour l'agriculture réunionnaise, et la création d'une compagnie maritime régionale pour que les Réunionnais puissent aller chercher dans la région leur approvisionnement sont des pistes sérieuses pour que La Réunion sorte renforcée de la déstabilisation du commerce international liée à la guerre en Ukraine.

**M.M.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

## Edito

# Gisele Rabesahala, mère courage de la nation Malgache

Gisèle Rabesahala naît le 7 mai 1929 à Madagascar, d'une famille originaire du district d'Antananarivo Avaradrano. L'île est alors une colonie française, depuis 1896 et la déportation de la dernière reine Ranavalona III. Fille d'un sous-officier de l'armée française, Gisèle partage son enfance entre la France, la Tunisie et l'actuel Mali. A la mort de son père, en 1942, sa famille s'implante à nouveau à Madagascar. Patriote et sensibilisée aux souffrances causées par la domination coloniale, avec le travail forcé et la mobilisation de soldats pendant les deux guerres mondiales, Gisèle Rabesahala s'engage à l'âge de 17 ans comme secrétaire au sein du Mouvement démocratique pour la rénovation malgache (MDRM), qui milite pour la libération du pays.

Les réquisitions et les abus de la Seconde Guerre mondiale, en particulier, ont soulevé un vent de révolte sur l'île. Le 29 mars 1947, des milliers d'insurgés prennent les armes et attaquent de nuit les maisons de colons français mais également de Malgaches travaillant pour l'administration. La répression menée par l'armée française est terrible, touchant les civils comme les insurgés jusqu'en 1948. Les chiffres sont largement discutés, mais la répression de l'insurrection malgache fait des dizaines de milliers de morts. Le MDRM est dissout et ses chefs sont arrêtés. En 1950, Gisèle Rabesahala crée le Comité de solidarité de Madagascar ou Fifanampiana Malagasy, pour soutenir les victimes de la répression et leurs familles. Militante pour l'acquiescement des condamnés à travers notamment des articles de presse, Gisèle Rabesahala s'attire l'attention et la surveillance des autorités coloniales mais ne cesse de lutter. Ses actions et ses prises de position la font connaître comme femme politique d'importance, malgré sa jeunesse. En 1953, à 33 ans, elle est la première femme élue conseillère municipale. En 1955, Gisèle Rabesahala co-fonde le journal d'opinion Imongo Vaovao, journal militant de tendance communiste ; elle fera partie de son comité éditorial jusqu'à sa mort. Puis elle devint secrétaire générale du Parti du Congrès pour l'indépendance de Madagascar, AKFM, fondé en 1958.

Nommée ministre de la Culture et de l'Art Révolutionnaire en 1977, elle occupera ce poste sous la Seconde République pendant 14 ans. La création de diverses structures de valorisation des ri-

chesses culturelles du pays, la promotion de la culture, de la langue, de l'identité et le patrimoine malgaches était un combat permanent pour Gisèle Rabesahala.

Gisèle Rabesahala a relayé les initiatives du Conseil mondial de la paix (CMP). Elle a aussi dirigé la Commission permanente pour la défense des droits de la femme et de l'enfance au sein du CMP. Gisèle Rabesahala et son Comité de solidarité de Madagascar sont, par ailleurs, des partenaires privilégiés de l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (AFASPA) depuis sa fondation en 1973. Elle a reçu en 1980 la médaille Ana Betancourt, du nom d'une grande figure du mouvement féministe de Cuba et de l'Amérique latine. Lors de l'avènement de la Troisième République, en 2002, une crise postélectorale ébranle l'unité nationale. L'AKFM encourage le dialogue entre les différents partis politiques, mais aussi leur participation à la plateforme de résolution des crises initiée par les parlementaires (Solidarité des Parlementaires pour le Développement et l'Unité nationale) et le Comité de réconciliation nationale. En janvier 2003, les institutions internationales reconnaissent Marc Ravalomanana comme le nouveau président de la République de Madagascar. Une nouvelle crise survient en 2009 et interrompt son deuxième mandat. À 80 ans, Gisèle Rabesahala, forte de son expérience politique, est alors appelée à participer au comité des sages Ray aman-dReny Mijoro, instance de médiation. En 2006, elle publie ses mémoires, *Ho tonga anie ny Fahafahana !* (Que vienne la liberté !). Elle revient sur l'histoire politique de son pays et fait part de ses opinions. Le militantisme de Gisèle Rabesahala s'est étendu au-delà des frontières malgaches. Elle a soutenu de nombreux mouvements d'indépendance sur le continent africain. Son engagement a d'ailleurs été salué par l'Angolais Agostinho Neto, le Namibien Sam Nujoma, les Mozambicains Samora Machel et Eduardo Mondlane, le Sud-Africain Oliver Tambo et le Bissau-Guinéen Amílcar Cabral. Elle meurt le 27 juin 2011, au lendemain du cinquantenaire de l'indépendance malgache. Les médias lui ont rendu hommage en la qualifiant de « Mère Courage, mère de la nation »

**Ho tonga anie ny Fahafahana !  
(Que vienne la liberté !)**

**David Gauvin**

# Oté

## In zistoir pou rakonte dsi galé

### L'avé inn foi pou inn bone foi... Lantèrman pou fé sanblan

Mézami mi koné pa si zot la romarké mé dann bonpé famiye, bande zanfan téi fonksyone an binome. Lo promyé i marsh avèk lo dézyème, lo troizyème avèk lo katriyème, lo sinkyème avèk lo sizyème insi d'suite, insi d'suite.

Mwin té lo katriyème donk mwin téi marsh avèk lo troizyème é nou la fé bonpé kou pandab ansanm. Mé mi vé pa anparl azot in kou pandab - pétète in zour mé pa pou l'instan - mi vé anparl azot inn frousse noute dè li la gingné.

Sa l'ariv anou dann léglize in zour d'kétèshiss. Dann tan-la téi fé katèshiss lo zédi épi lo dimansh apré la mès.

Kriké ! Kraké ! Kriké Mésyè ! kraké Madame !

Antouléka, mi souvien sa l'ariv in zédi. Kan nou la rante dan l'églize nou la konprande téi éspass kékshoze. Ziss dann milyé l'alé léglize l'avé in sèrkèye é lo prète lété apré di la mès.

Nou la rante dann ban, mon frère dsi lo bor, amwin ziss a koté é dann lo réstan lo ban in bonpé marmaye Sinte-Klotide. Mon frère la pouss in pé pou pa touch lo sèrkèye é mwin la pouss in pé pou gingn réspiré. Fasson d'parlé pars nou téi gingn

pi tro réspiré.

In drol de mess la spassé, avèk in bonpé d'latin, in pé d'franssé, é pa ditou d'kréol... Toute zafèr néna in komansman épi in finission. La mess ossi lé konmsa.

Mé oila ké la mès étan fini, dè troi bra for la komans démonte lo sèrkèye. Rotiré lo dra. Bande plansh anlévé, inn apré l'ote si tèlman ké d'apré nou - d'aprémwin nou téi sava oir lo kor. In marmaye nou téi apèl Korbo, bien kiltiré dann kréol, la di assé for pou ké toute marmaye dsi lo ban i antan é zot père i rogoumante ankor. Donk li la di : « Kass sèrkèye pou manze lo mor ». Mézami noute toute téi va pi.

Plansh par plansh lo sèrkèye la parti é kan nou la rode lokor avèk lo zyé, l'avé poin... Lété pa in l'antèrman pou d'vré. Mé in l'antèrman pou fé sanblan.

Koton mayi i koul, rosh i flote ! L'avé inn foi pou inn bone foi méssyé lo foi la manze sin foi èk in grin d'sèl.

*Justin*